

Déclaration liminaire au CSA-SD du vendredi 9 février 2024.

Alors que nous vous alertons en transparence sur la dégradation des conditions de travail que nous constatons dans le premier degré, sur la mise en place de cette école inclusive, sans les moyens importants que l'Ecole et ces élèves BEP méritent et qui abîment profondément les professeur·es des écoles ; nous sommes aujourd'hui réunis pour accentuer encore plus cette trajectoire alarmante.

Quand le ministère de la grande cause nationale décidera-t-il d'écouter et de considérer ses personnels profondément engagés pour le service public de l'éducation ?

C'est pourtant l'inverse qui se produit. Les ministres successifs se targuent d'être attachés au dialogue social tout en validant des réformes et projets auxquelles sont opposés l'ensemble des acteurs de l'éducation et qui ne correspondent aucunement au besoin identifiés et exprimés. Encore hier le conseil supérieur de l'éducation a voté unanimement contre l'ensemble des mesures du « choc des savoirs ». Pour la FSU-SNUipp88, ce choix systématique d'avancer sans aucune adhésion des différentes organisations représentantes du personnel renforce encore plus la défiance, le mal-être et l'épuisement professionnel des personnels de notre ministère.

Madame la Directrice académique, pouvez-vous nous dire comment avez-vous porter nos signaux d'alerte pour défendre les Vosges lors du CSA-A et la répartition des moyens entre les quatre départements de l'académie ?

Après une balance de -45 postes l'an passé, c'est – 38 postes cette année pour notre département soit presque la moitié des suppressions académiques sur les deux dernières années : c'est inadmissible !

Le P/E et la baisse démographique comme argument majeur de ces suppressions n'est plus valable. Malgré les affirmations blessantes de la ministre de passage, nous affirmons que même en classe dédoublée l'émulation est largement présente. Même au sein de ces dispositifs largement vanté dans les médias, la souffrance et le mal-être des élèves et des collègues existent.

Nous réaffirmons la nécessité immédiate d'ouvrir des postes en RASED, en ULIS, en IME, en ITEP pour pouvoir répondre aux notifications de droit des élèves en attente de solution adéquate. Il faut aussi mieux former les collègues à la prise en charge des élèves BEP et arrêter de les faire culpabiliser lorsqu'ils sont face à des difficultés de troubles du comportement. C'est pourquoi, il est urgent de nous donner vraiment les moyens pour l'inclusion des élèves BEP au risque de voir un clivage encore plus profond s'installer au sein de la profession.

La lecture de l'enquête de l'autonomie de solidarité de 2023 montre une remise en question forte de l'école inclusive et c'est certainement le point le plus remarquable et le plus préoccupant de l'étude. Les difficultés rencontrées par les personnels sur la mise en œuvre de « l'école inclusive » et ce rejet des personnels sont fortement liés aux situations qu'ils rencontrent avec des élèves « présentant des troubles du comportement ». On passe d'un peu moins de 40 % en 2011 à 73,5 % en 2023 de répondants disant avoir connu des difficultés fréquentes ou très fréquentes avec des enfants « gravement perturbés ».

Nous avons réfléchi, comme l'intersyndicale de Meurthe et Moselle, à boycotter le groupe de concertation car l'équation finale ne répond aucunement aux besoins que nous constatons sur le terrain. Nous sommes finalement venus pour participer à la concertation et déplorons profondément la seule présence de trois IEN de circonscription sans aucune excuse de l'administration.

Enfin, la FSU-SNUipp88 a reçu comme une provocation de voir l'école Victor HUGO figurer sur le projet. En effet, nous avons avec d'autres OS mais aussi au sein de la FSSSCT alerté sur de trop nombreuses situations de souffrance des élèves et de dégradation des conditions de travail des collègues de cette école. Que dire de la collègue qui a eu un tendon sectionné par un élève et qui a vu la DPAE3 tout faire pour lui refuser la reconnaissance en accident de travail.

Au vu de cet état des lieux, nous vous demandons donc de renoncer à ce projet de carte scolaire et de profiter de cette baisse démographique pour améliorer les conditions de travail et d'apprentissage de la communauté éducative Vosgienne: il y a urgence !